

FOCUS

ÉTAT DES LIEUX DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

► Juillet 2022

L'ESS joue un rôle majeur dans les territoires fragilisés. Dans les quartiers de la politique de la ville (QPV), elle se présente comme une réponse aux besoins des habitants et entreprises du territoire, là où de nombreux services essentiels sont faiblement pourvus ou difficilement accessibles.

L'ESS y est aussi vectrice d'émancipation au sein de territoires qui, contrairement aux représentations qui en sont faites, sont très loin d'être des « déserts politiques ». Elle y encourage et s'appuie sur la participation des citoyens et citoyennes à la vie de leur quartier. Ses entreprises et associations créent également de l'emploi et de l'activité dans des territoires où le taux de chômage est particulièrement élevé. Dans les QPV, l'ESS est donc une actrice essentielle de la lutte contre le cumul des inégalités subies par leurs habitants et représente le pilier d'un développement local « endogène ».

Cet article rédigé dans le cadre d'un partenariat entre ESS France et l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) propose une photographie actualisée du rôle et du poids socio-économique de l'ESS dans les QPV, à travers la présentation de l'emploi, les activités proposées par l'ESS, les conditions de travail et le profil des salariés.



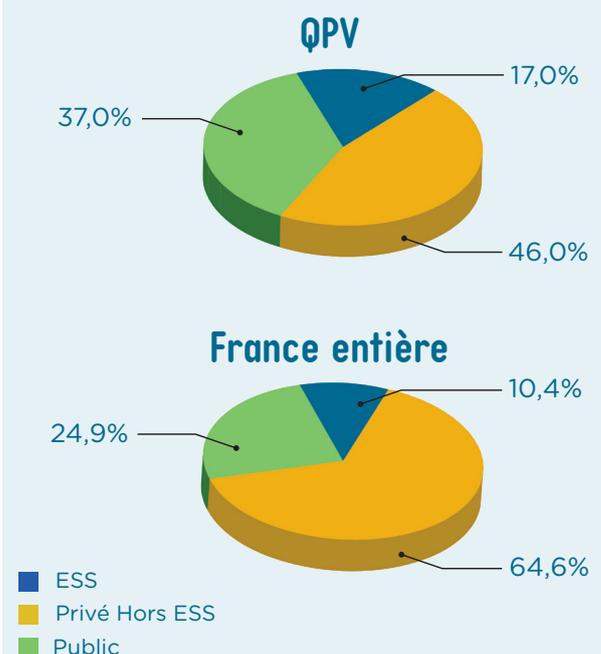
Avec plus du quart des emplois privés en QPV, l'ESS y est très fortement implantée

L'économie sociale et solidaire regroupe dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville **10 808 établissements employeurs et 114 708 emplois**.

Elle y représente **17,0% de l'ensemble des emplois**, (contre 10,4% sur toute la France) et **27,0% des emplois de l'économie privée** (contre 13,9% dans la France entière).

Son implantation sur ces territoires est donc beaucoup plus importante, même comparée aux territoires ruraux où l'ESS représente déjà 17% des emplois privés.

Graphique 1. Répartition de l'emploi dans l'ESS, le secteur public et le reste du secteur privé en QPV et dans l'ensemble de la France



La structuration économique de ces territoires joue sur cette implantation : le poids du secteur privé lucratif dans l'emploi est beaucoup plus faible par rapport à l'ensemble de la France, tandis que les emplois publics y sont surreprésentés.

Cette configuration dépend en grande partie du déploiement de l'action publique dans ces quartiers ainsi que de la présence importante de secteurs d'activités où l'ESS se positionne plus favorablement que le reste du secteur privé, comme l'action sociale et médico-sociale, la culture, le sport ou l'éducation populaire.



L'ESS dans les QPV est par ailleurs beaucoup plus fortement représentée par des établissements associatifs que sur l'ensemble de la France : 88,6% des emplois sont portés par des associations contre 78,6% pour la France entière. Si la part des emplois mutualistes et des fondations est inférieure en QPV, la différence avec les autres territoires se joue surtout sur l'emploi coopératif. Son poids y est deux fois moins important que dans l'ensemble du territoire national où les coopératives peuvent se distinguer sur des activités faiblement présentes dans les quartiers populaires urbains (industrie, agriculture, commerce de gros, etc.)

Certaines formes coopératives y occupent toutefois une place importante comme les SCIC (sociétés coopératives d'intérêt collectif) qui proposent des projets de territoire en associant les parties-prenantes, ou les CAE (coopératives d'activités et d'emplois) qui facilitent l'entrepreneuriat individuel dans les quartiers dans un cadre collectif.

Tableau 1 . Répartition des établissements et emplois de l'ESS selon la catégorie juridique en QPV et dans l'ensemble de la France

Familles juridiques	Emplois de l'ESS en QPV	Répartition des emplois de l'ESS en QPV	Emplois de l'ESS dans la France entière	Répartition des emplois de l'ESS dans la France entière
ASSOCIATIONS	101 641	88,6%	2 035 107	78,6%
COOPÉRATIVES	7 297	6,4%	313 239	12,1%
MUTUELLES	3 586	3,1%	137 738	5,3%
FONDACTIONS	2 184	1,9%	101 731	3,9%
TOTAL GÉNÉRAL	114 708	100,0%	2 587 815	100,0%

Source : Observatoire national de l'ESS, d'après INSEE FLORES 2018
Champ : Ensemble des emplois en fin d'année

La Maison de l'initiative (Occitanie)

www.maison-initiative.org

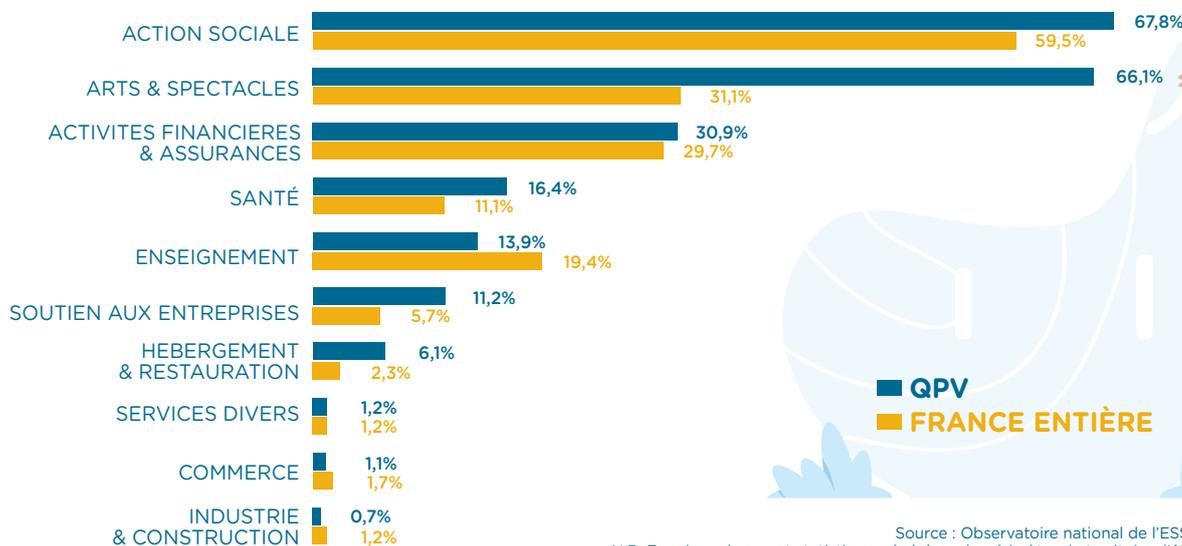
La Maison de l'Initiative est une structure de formation et d'accompagnement à l'entrepreneuriat ayant développé une coopérative d'activité et d'emploi à destination des habitants des QPV, et plus particulièrement des femmes, qui souhaitent créer leur entreprise. Les entrepreneurs peuvent bénéficier d'un centre de formation agréé, d'une sécurité juridique et financière en ayant le statut de salariés entrepreneurs, et expérimenter des projets de façon autonome sur des activités très variées, notamment grâce à des coopératives « éphémères » qui permettent l'apprentissage de la création d'une entreprise.

Activités et poids de l'ESS dans les QPV : une économie au service des besoins des territoires

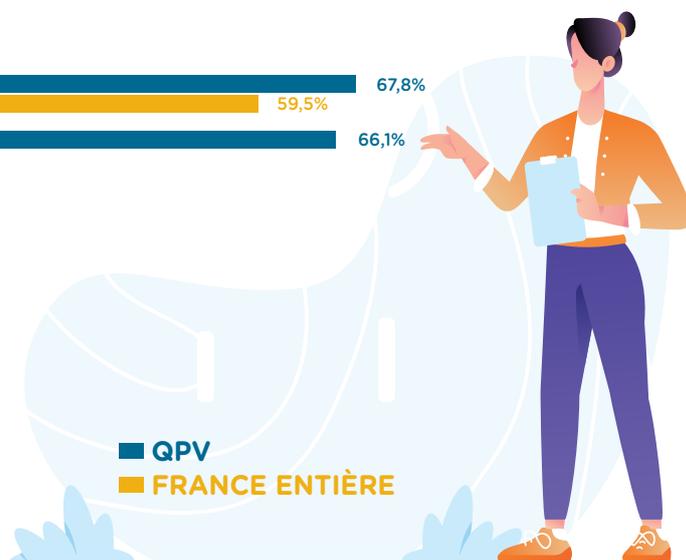
L'économie sociale et solidaire se distingue du reste de l'économie privée en QPV par la prégnance de ses activités d'action sociale et médico-sociale sur le territoire (représentant 46,1% des emplois de l'ESS en QPV) mais aussi par ses activités de formation et d'enseignement, ses structures associatives culturelles et sportives ainsi que ses activités d'éducation populaire qui participent à l'amélioration du cadre de vie et à la résorption des inégalités.

Parmi les secteurs où l'ESS est plus fortement implantée en QPV que dans les autres territoires, l'action sociale se trouve en première position : **l'ESS y représente 67,8% de l'ensemble des emplois contre 59,5% dans l'ensemble de la France**.

Graphique 2. Poids de l'ESS dans l'emploi total sur les différents secteurs d'activités en QPV et dans la France entière



Son rôle dans la **gestion d'espaces d'accueil** et de **soutien aux personnes en difficultés**, de **centres socio-culturels**, la mise en place de **dispositifs d'accès aux droits** ou le développement d'**activités d'insertion pour les personnes exclues du marché du travail** rencontre en effet dans les QPV des attentes beaucoup plus importantes que sur d'autres territoires. Surtout, c'est dans l'**hébergement social et médico-social** ainsi que dans l'**accueil pour jeunes enfants** que l'ESS dispose d'une place significativement plus importante au sein de l'action sociale dans les QPV. Elle y représente 71,8 % des emplois dans l'hébergement social et médico-social contre 55,3% sur l'ensemble du territoire national. Dans l'accueil pour jeunes enfants, qui couvrent notamment de nombreuses crèches associatives, l'ESS concentre 60,6% des emplois contre 38,9% dans la France entière où le secteur public est majoritaire.



Source : Observatoire national de l'ESS, d'après INSEE FLORES 2018
N.B. En raison du secret statistique généré par le périmètre du territoire d'étude, les données relatives aux activités de sports et de loisirs, d'agriculture et des activités dites « non classées » ne sont pas disponibles ici.
Champ : Ensemble des emplois en fin d'année

E2S SCOP Petite Enfance (Île-de-France)

www.e2s.coop

E2S est une société coopérative et participative (SCOP) proposant dans les quartiers populaires des modes de garde collectifs et itinérants afin de pallier le manque de structures et de répondre aux attentes des parents et enfants. Ses crèches et garderies itinérantes « Soli'momes » s'adaptent aux besoins spécifiques de familles en situation de précarité. En plus d'apporter un espace de sociabilité et d'éducation pour les enfants, elles représentent ainsi un moyen de faciliter l'insertion sociale et professionnelle des parents.



L'activité de l'ESS dans les quartiers de la politique de la ville ne se mesure pas seulement à travers le prisme de l'emploi. Le caractère employeur des établissements, qui permet à l'Observatoire national de l'ESS de produire des données à cette échelle, fait passer sous le radar de la statistique publique de nombreuses activités qui représentent peu ou pas d'emplois et qui fonctionnent largement avec des bénévoles. Ces activités sont toutefois structurantes pour le dynamisme des quartiers : épicerie solidaire, association de jardins partagés, auto-école associative, garage solidaire, compagnie de théâtre, ressourcerie et recyclerie, coopérative jeunesse de services (CJS), coopérative d'activités et d'emplois (CAE), colocation solidaire, habitat partagé, associations de défense de droits et de causes, etc. Elles participent également à associer à la transition écologique sa dimension nécessairement sociale.

Optim'ism

Optim'ism (Bretagne)

Optim'ism est une association développant des projets de transformation écologique et sociale dans le domaine du maraîchage, de la mobilité, de la valorisation des déchets et de l'aménagement des espaces verts. Elle a créé sur le quartier du Bois du Château à Lorient une micro-ferme solidaire avec des objectifs pluriels : celui de nourrir les habitants grâce à la production et la commercialisation de paniers de légumes vendus à des tarifs solidaires, la sensibilisation au maraîchage et à l'alimentation, et le développement de la vie du quartier autour des enjeux alimentaires en coopération avec l'ensemble de ses acteurs.

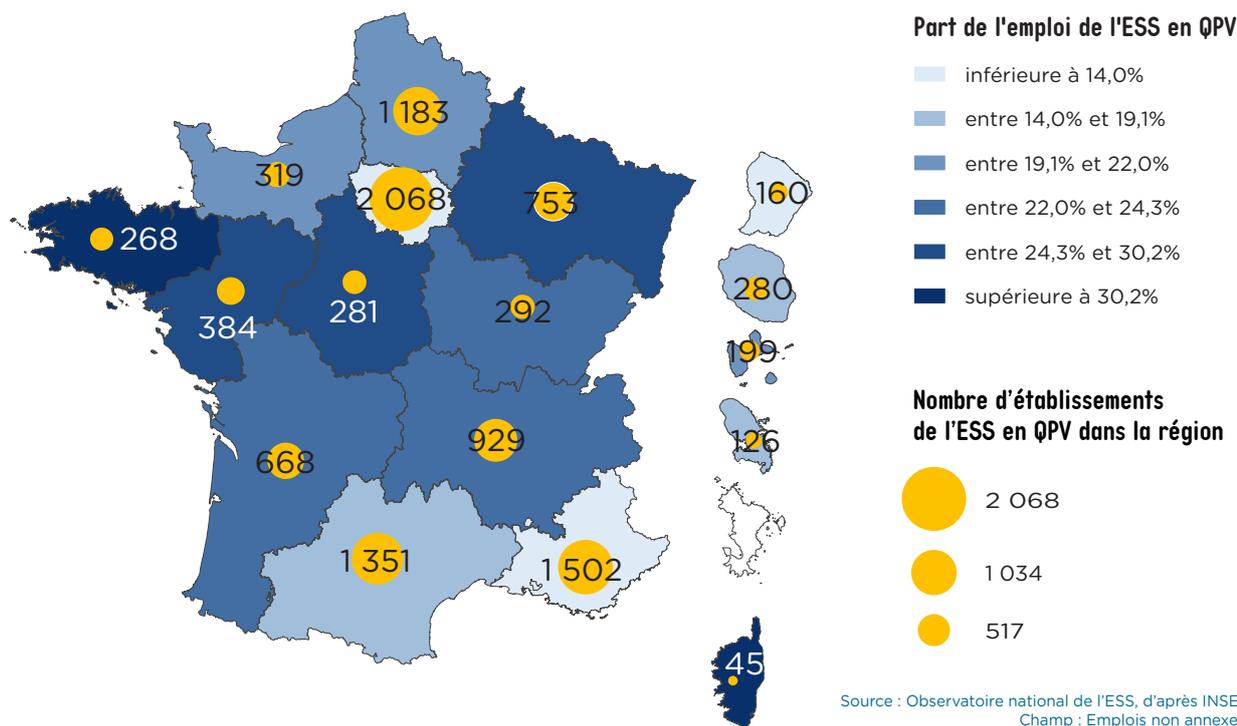
<https://www.optim-ism.fr/>

Un positionnement de l'ESS très variable selon les territoires

Si le poids moyen de l'ESS dans l'emploi de l'économie des QPV est particulièrement important par rapport à son poids moyen sur l'ensemble du territoire national, celui-ci diffère selon les QPV. Une comparaison entre les QPV des différentes régions de France

témoigne ainsi d'une distinction forte entre la Bretagne, la Corse, le Grand Est ou encore les Pays de la Loire, et des régions comme l'Île-de-France, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ou les régions d'Outre-Mer où cette part est significativement plus faible **[Carte 1.]**

Carte 1. Part de l'emploi de l'ESS en QPV et répartition des établissements selon la région



Source : Observatoire national de l'ESS, d'après INSEE FLORES 2018
Champ : Emplois non annexes en fin d'année

¹La part d'emploi présentée ici correspond aux seuls emplois non annexes en fin d'année et non à l'ensemble des emplois

Le poids de l'ESS dans l'emploi des QPV peut varier en fonction de la place occupée par l'ESS dans certains secteurs d'activités. Par exemple, dans les Pays de la Loire (29,5% d'emplois dans l'ESS en QPV¹) et en Grand Est (23,3%), l'ESS représente respectivement 96,6% et 80,9% de l'emploi dans l'action sociale et médico-sociale de ces quartiers, ce qui contribue à y renforcer son poids moyen dans l'emploi.

Cette proportion d'emplois de l'ESS varie également en fonction du nombre de QPV par région : la Bretagne ne comprend par exemple que 32 QPV, englobant seulement 2,6% de la population régionale, alors que l'Île-de-France en comprend 272, qui représentent 12,9% de sa population. Il est d'ailleurs assez logique que cette dernière région, qui concentre le plus de QPV au niveau national, concentre par la même occasion le plus d'établissements de l'ESS présents sur ces quartiers (2 068, soit 19,1% des

établissements de l'ESS en QPV) **[Carte 1.]** Cette concentration d'établissements n'a donc pas de lien avec le poids de l'ESS dans l'emploi des QPV de la région.

Il est à noter cependant que l'observation au niveau régional masque les réalités géographiques, urbanistiques et économiques propres à chaque QPV. Il existe en Île-de-France ou en région PACA des QPV où le poids de l'ESS dépasse les 40% d'emplois en QPV. Dans d'autres, les établissements opérant sur ces quartiers sont simplement implantés à proximité. Enfin, certains territoires où la place de l'ESS dans l'emploi est faible peuvent également disposer de la présence plus importante d'un fort tissu associatif non-employeurs, voire d'une forme d'économie informelle reposant sur des liens de proximité et de solidarité, comme ce peut être le cas dans les territoires ultra-marins.

Métiers et conditions d'emplois dans l'ESS en QPV

Le positionnement des entreprises et organisations de l'ESS dans certains types d'activités en QPV influe logiquement sur les métiers qui y sont exercés et les conditions de travail des salariés. L'importance des activités d'action sociale, de santé, de formation, d'éducation populaire ou de services aux entreprises tend à privilégier les **métiers de l'animation socioculturelle, de l'aide à domicile, du nettoyage, de l'enseignement ou encore des services aux particuliers [Figure 1]**, soit une large majorité de professions intermédiaires, d'ouvriers et d'employés. Par comparaison, le reste de l'économie privée en QPV concentre plus ses emplois sur des métiers d'employés de commerce, de services directs aux particuliers ou d'ouvriers dans le bâtiment.

Certains de ces métiers occupés dans l'ESS sont souvent soumis à des conditions de travail atypiques et/ou précaires, relatives aux activités déployées. On trouvera ainsi plus facilement dans le secteur culturel et de loisirs des contrats à durée déterminée ou des contrats courts dépendant des projets mis en œuvre et de la saisonnalité des activités. Dans l'action sociale, certains métiers d'aide à la personne reposent sur des horaires fragmentés en fonction des besoins des usagers, ce qui suppose l'utilisation d'emplois à temps partiels, notamment dans les

associations d'aide à domicile. Par ailleurs, l'ESS disposant d'un rôle significatif d'insertion par l'emploi, les contrats d'insertion dans ses structures d'insertion par l'activité économique (IAE), ainsi que l'usage de contrats aidés y font naturellement augmenter la part de CDD.



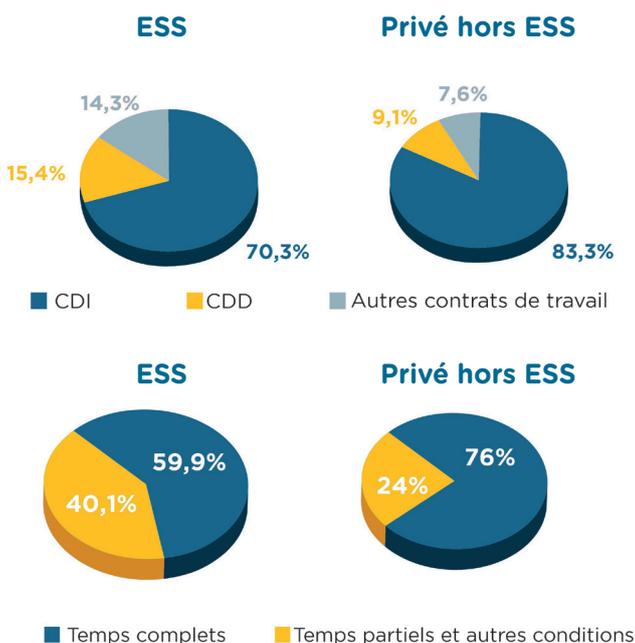
Source : Observatoire national de l'ESS, d'après DSN 2018
Champ : Ensemble des postes non annexes au cours de l'année

On compte ainsi 29,7% de CDD et autres contrats de travail à durée déterminée dans l'ESS en QPV contre seulement 16,7% dans le privé lucratif. La part de temps partiels est également très importante, de l'ordre de 40,1% contre 24,0% dans le reste de l'économie privée.

Cela montre l'importance de la fonction d'insertion occupée par l'ESS en QPV.

Ces conditions d'emplois limitent par conséquent les niveaux de revenus des salariés de l'ESS en QPV. Avec un revenu brut annuel moyen par ETP de 29 340 €, ils gagnent 9,4% de moins que dans l'ESS à l'échelle nationale. Dans les QPV, les revenus des salariés de l'ESS sont également de 6,4% inférieurs à ceux du secteur privé lucratif. Une différence bien moins accentuée qu'au niveau national (-14,7%) puisque l'économie de ces territoires connaît une très plus forte représentation de classes sociales aux revenus les plus faibles (ouvriers et employés) dans l'ESS comme dans le reste de l'économie privée, alors que dans d'autres territoires, la part de cadres est plus importante dans l'économie privée lucrative.

Graphique 3. Contrats de travail et conditions d'emplois dans l'ESS et le reste de l'économie privée en QPV



Source : Observatoire national de l'ESS, d'après DSN 2018
Champ : Ensemble des postes non annexes au cours de l'année

Ces conditions d'emplois se trouvent par ailleurs accentuées en comparaison du niveau national où, si l'ESS connaît également de plus forts taux de CDD et de temps partiels que dans le reste de l'économie, ceux-ci se présentent dans de moindres proportions qu'en QPV (22,7% de CDD et autres contrats à durée déterminée et 32,8% de temps partiels).

On compte 11,3% de contrats aidés dans l'ESS en QPV, soit une proportion deux fois plus élevée qu'au niveau national (6,4%). Dans les quartiers populaires, l'ESS concentre en effet la majorité des contrats aidés : 59,9% d'entre eux sont portés par une structure de l'ESS contre 32,0% à l'échelle de la France entière.

L'ESS, une économie « féminisée » qui doit faire face au défi des inégalités de genre

La grande majorité des salariés de l'ESS sont en réalité des salariées. C'est encore plus vrai dans les QPV où la part des femmes dans l'emploi de l'ESS s'élève à 68,6% contre 66,9% dans l'ensemble de la France. Cela est dû au poids plus important des activités d'action sociale, de santé et d'éducation dans l'ESS, soit les activités dites du « care », auxquelles sont généralement assignées une très grande majorité de femmes et qui ont été fortement sous tension pendant la crise sanitaire.

Au sein de ces activités et sur certains de leurs métiers comme celui de l'aide à domicile où les femmes représentent plus de 90% de l'emploi, les conditions de travail sont moins favorables avec davantage de temps partiels et des faibles rémunérations. À cela s'ajoute une plus forte difficulté pour les femmes à accéder à des postes à plus fortes responsabilités, comme dans l'ensemble de l'économie : les femmes salariées de l'ESS en QPV sont 9,6% à occuper un métier de cadre ou de profession intellectuelle supérieure, alors que c'est le cas de 14,4% des hommes.

Pour conclure

L'ESS dans les quartiers de la politique de la ville regroupe une diversité d'acteurs représentant 114 708 emplois et s'appuyant sur de nombreux bénévoles. L'ESS y joue historiquement un rôle important d'éducation populaire, d'accompagnement et d'insertion socioprofessionnelle, tout en participant aussi au développement de nouvelles solidarités et au renforcement du mieux-vivre par ses nombreuses initiatives (santé, alimentation, culture, etc.).

Elle y joue enfin, un rôle d'amplification de la transition écologique et sociale par ses activités de réemploi solidaire, d'agriculture urbaine ou de promotion de mobilités alternatives, fortement porteuses d'emplois de proximité et non délocalisables.

Méthodologie : L'ensemble des données présentées ci-dessous sont issues des bases de données FLORES (Fichier Localisé des Rémunération et de l'emploi salarié) et DSN (Déclarations Sociales Nominatives) de l'INSEE, pour l'année 2018. Sauf indication contraire, les données d'emplois comprennent l'ensemble des emplois en fin d'année 2018. Ces emplois sont portés par des établissements implantés dans le périmètre des QPV. Ils peuvent être occupés par leurs habitants comme par ceux d'autres territoires de proximité. Des établissements situés à proximité de ce périmètre peuvent aussi employer les habitants de QPV mais ne sont comptabilisés ici.



AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



ESS France

34 bis rue Vignon, 75009 Paris

contact@ess-france.org



RESPONSABLE ÉDITORIAL : Benjamin Roger, ESS France
RÉDACTION : Julien Ramirez, ESS France
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Antoine Detourne, ESS France
CONCEPTION GRAPHIQUE : Erika Delaune, WelcomeFox
ILLUSTRATION : ©Envato